



Karachi: Violences et globalisation dans une ville-monde

Laurent Gayer

► **To cite this version:**

Laurent Gayer. Karachi: Violences et globalisation dans une ville-monde. Raisons politiques, Presses de Science Po, 2004, pp.37 - 51. hal-01719391

HAL Id: hal-01719391

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01719391>

Submitted on 28 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Karachi : Violences et globalisation dans une ville-monde

*Meri tamir mein muzmir key ik surat kharabi ki,
hayola barkey khirman ka hey khoonay garm dekhan ka*
[Les forces de la destruction sont inhérentes à ma création,
et ma passion créatrice nourrit en réalité les forces qui m'abattent]

Ghalib¹

LA QUESTION URBAINE, longtemps délaissée par les théoriciens des relations internationales, a fait une entrée remarquée dans la discipline au cours des années 1990. Le thème des « villes globales² » (*global cities*) a été remis au goût du jour par un premier groupe de chercheurs³, pendant que d'autres redécouvraient le modèle classique de la cité-État et s'interrogeaient sur sa possible résurgence dans la globalisation⁴. Toutes ces recherches ont été entreprises dans un contexte de crise épistémique, les paradigmes dominants de la discipline s'étant

-
1. Cité par Maniza Naqvi, *Mass Transit*, Karachi, Oxford University Press, 1998, p. 13.
 2. Rappelons que la notion de « ville globale » est apparue dans Theodore von Laue, *The Global City. Freedom, Power and Necessity in the Age of World Revolutions*, Philadelphie, Lippincott, 1969. Pour une réflexion plus récente, mais précédant celle de Saskia Sassen sur les *global cities*, voir John Friedmann, « The World City Hypothesis », *Development and Change*, 17, 1986, p. 69-83.
 3. Anthony King, *Global Cities. Post-Imperialism and the Internationalization of London*, Londres, Routledge, 1990 ; Saskia Sassen, *The Global City. New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.
 4. Stephen Wing-Kai Chiu et al., *City-states in the Global Economy. Industrial Restructuring in Hong Kong and Singapore*, Boulder, Westview, 1997 ; Geoffrey Murray et Audrey Perera, *Singapore. The Global City-State*, Folkestone, China Library, 1996 ; Heindrik Spruyt, *The Sovereign State and Its Competitors. An Analysis of Systems Change*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

trouvés ébranlés par la fin de la Guerre froide et par la mutation des relations internationales en politique mondiale. Malgré leur apport indéniabie à une discipline en crise, ces travaux demeurent balbutiants et leur pouvoir heuristique se trouve limité par leur absence de cadre de réflexion historique et par leur biais méthodologique⁵, les « villes-monde » étudiées par ces chercheurs se trouvant pour la plupart au « Nord » (Japon et Australie inclus). À ce titre, les *global cities* apparaissent avant tout, dans ces travaux, comme des produits réussis de la globalisation économique et financière, en particulier du fait de leur place centrale dans l'économie mondiale de l'information⁶. Les mégapoles du Sud, qui rassemblent pourtant la majorité de la population urbaine de l'humanité, ne trouvent guère de place dans ces analyses et il faut se tourner vers les anthropologues, les géographes et quelques politologues pour trouver trace d'une réflexion articulée sur les mutations sociales qui accompagnent le procès de globalisation dans les grandes villes africaines, asiatiques ou sud-américaines. Malgré leurs mérites respectifs, la plupart de ces auteurs demeurent cependant peu disert sur la relation à double sens qui s'établit entre ces villes et l'espace mondial⁷, les premières pouvant se trouver tentées de développer leurs propres politiques étrangères⁸, avec ou sans le soutien de leurs États, alors que la circulation transnationale des biens, des personnes et des idées contribue à reconfigurer tissus sociaux, rapports de force et imaginaires locaux.

Karachi, avec ses 15 millions d'habitants (soit 10 % de la population totale du Pakistan), constitue un « objet » privilégié pour analyser les conséquences sociales et politiques du procès de mondialisation dans ces mégapoles qui, en dépit de leur ancrage précoce aux marchés mondiaux, ne remplissent pas les critères retenus par les théoriciens des *global cities*. Capitale du Pakistan jusqu'en 1961, Karachi est demeurée le poumon économique et financier du pays et son principal port, ce qui en fait « la porte [du pays] vers le monde

5. Pour une critique de la théorie des « villes globales », cf. Michael Peter Smith, *Transnational Urbanism. Locating Globalization*, Oxford, Blackwell, 2001.

6. S. Sassen, « La métropole : site stratégique et nouvelle frontière », *Cultures & Conflits*, 33-34, printemps-été 1999, p. 127-128.

7. À l'exception notable de Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Villes et violence en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2002.

8. Heidi Hobbs, *City Hall Goes Abroad. The Foreign Policy of Local Politics*, Thousand Oaks, Sage, 1994.

extérieur⁹ », et le principal centre d'exportation des produits licites et illicites du Pakistan et d'Afghanistan. Karachi a également accueilli, à l'issue de la Partition de l'Inde en 1947, l'élite économique des « réfugiés » indo-musulmans que le premier recensement pakistanais, datant de 1951, qualifia de « *Muhajirs*¹⁰ ». Depuis, Karachi est une ville de migrants, à tel point qu'on a pu la surnommer « la Mère des immigrés¹¹ ». Par son extraversion économique et par sa démographie, Karachi est bien une « ville-monde », qui présente une spécificité dans le contexte sud-asiatique : ses conflits violents, d'une grande diversité et d'une intensité inconnue dans le reste du pays comme dans sa région¹². Ces violences ont privé la cité du destin de « ville globale » en détournant les investisseurs étrangers, mais elles n'en ont pas moins contribué à sa mondialisation, en insérant la ville à des marchés mondiaux illicites et en en faisant la tête de pont des réseaux mondialisés de l'islam radical implantés au Pakistan. La violence est donc consubstantielle au processus de mondialisation de Karachi, et l'on ne peut que s'étonner du silence des chercheurs, tant au Pakistan qu'en France, sur cette question.

Le travail que nous menons depuis plusieurs années sur Karachi¹³ s'efforce de rompre avec le cadre analytique de la monographie, enfermant son objet dans un espace circonscrit arraché à son environnement. La notion anthropologique de « localité politique », proposée par Akhil Gupta et James Ferguson¹⁴, permet au contraire

9. Prof. Dr. Muhammad Abu Zar Wajidi, *Local Government in Pakistan. A Case Study of K.M.C (1842-1988)*, Karachi, Royal Book Company, 2000, p. 3.

10. Le terme *muhajir* désigne, en arabe, les « réfugiés » migrant pour des raisons religieuses. Ce terme fait référence à l'Hégire (*hijrat*) du Prophète de La Mecque à Médine, en 622. Nous distinguerons ici le terme de *muhajirin* qui désigne exclusivement les « réfugiés » des années 1947-1951, et celui de *Mohajirs* se référant aux descendants des *muhajirin* qui se sont revendiqués comme « réfugiés » à partir de la fin des années 1970.

11. Akhtar Hameed Khan, *Orangi Pilot Project. Reminiscences and Reflections*, Karachi, Oxford University Press, 1996, p. 55, cité par Michel Boivin, « Violence, défragmentation sociale et intégration urbaine : Karachi dans la perspective de la courte durée », *Working Paper*, 2004, p. 1.

12. Les violences « politiques » (qui excluent les actes de nature criminelle) ont fait près de 10 000 morts dans la ville entre 1985 et 2004.

13. Ce travail s'inscrivait dans le cadre d'une recherche doctorale, intitulée *Les politiques internationales de l'identité. Significations internationales des mobilisations identitaires des Sikhs (Inde) et des Mohajirs (Pakistan)*, soutenue à l'IEP de Paris le 2 juillet 2004.

14. James Ferguson et Akhil Gupta, « Discipline and practice : "the field" as site, method, and location in anthropology », in J. Ferguson et A. Gupta (éds.), *Anthropological Locations. Boundaries and Grounds of a Field Science*, Berkeley, University of California Press, 1997.

Karachi dans son contexte régional



de penser le « local » dans sa relation étroite au « mondial », en mettant en valeur les flux transnationaux reliant les localités en question à leur environnement régional et mondial. En appliquant cette notion à Karachi, il devient possible de penser les politiques et les conflits urbains locaux sans pour autant tomber dans les travers du tropisme localiste, qui limite considérablement la valeur heuristique de l'exercice monographique. « Observer » une « localité politique » implique en effet de choisir plusieurs points d'analyse pour appréhender la « localité » donnée à travers ses modes de connexion à l'espace mondial. Le travail d'observation s'inscrit ici dans une démarche « multi-locale » ou « translocale », où le « terrain » ne constitue plus un isolat géographique et anthropologique, mais bien un élément d'une chaîne relationnelle connectant la localité en ques-

tion à d'autres localités distantes¹⁵. Ainsi l'étude que nous menons sur les conflits urbains de Karachi nous a-t-elle conduit au Pakistan, mais aussi à Londres, Toronto, Montréal, New York et Chicago, où résident plusieurs milliers de militants *mohajirs*, qui se sont investis à distance dans les politiques urbaines de Karachi depuis le début des années 1990. Les localités reliées par ces activités « diasporiques » ne sont pas comparables en tant que telles, mais elles ne s'insèrent pas moins dans un même réseau socio-politique, qui participe activement à l'insertion de Karachi dans l'espace mondial.

Karachi : genèse et croissance d'une ville-monde

Fondée en 1729, la ville ne comptait au milieu du 18^e siècle que 14 000 habitants et son potentiel commercial se trouvait limité par la faible profondeur de sa baie qui la rendait inaccessible aux navires de gros tonnage. Ce petit port rencontra cependant les faveurs du pouvoir colonial qui en prit possession en 1839. Le gouverneur du Sind, Sir Charles David Napier, décida de doter Karachi d'infrastructures portuaires modernes afin d'en faire un point de transit entre le Golfe persique et l'Inde. Ayant d'abord cherché à en faire une ville de garnison, le pouvoir colonial décida au milieu du 19^e siècle de développer Karachi en alternative à Calcutta. La modernisation de son port permit rapidement à la ville d'accueillir des navires en provenance d'Europe, de Chine et d'Inde, ou encore de Mascate. Dans les années 1860, Karachi bénéficia de l'ouverture du canal de Suez puis de la crise de l'économie cotonnière américaine et, au cours de la décennie suivante, de nouvelles entreprises européennes s'installèrent sur Mc Leod Road, qui devint le centre des activités économiques et financières de la cité. En 1885-1886, huit nouvelles firmes étrangères ouvrirent une branche à Karachi et la connexion du Sind au Pendjab, par voie ferrée, facilita l'acheminement du blé et du coton pendjabi vers son port. En 1889, Karachi se dota du second plus grand marché aux légumes du monde après Bombay et, dix ans plus tard, le volume des exportations de blé et de coton à partir de Karachi dépassa celui des exportations de Bombay, sa grande rivale. Les deux conflits mondiaux accrurent encore la prospérité de la ville, tout en renforçant ses « connexions transnatio-

15. Ulf Hannerz, « Several sites in one », in Thomas Hylland Eriksen (éd.), *Globalisation. Studies in Anthropology*, Londres, Pluto Press, 2003, p. 21.

nales¹⁶. » Durant la Première Guerre mondiale, Karachi, « l'épicerie de l'Inde¹⁷ », servit de base-arrière pour l'approvisionnement des troupes alliées ; lors de la Seconde, elle devint l'atelier naval pour les navires alliés endommagés dont environ un millier y furent réparés entre 1942 et 1945¹⁸.

À la veille de la Partition, Karachi comptait 425 000 habitants et 2,8 millions de tonnes de fret transitaient annuellement par son port. En 1958, ces exportations s'élevèrent à 4 millions de tonnes et Karachi semblait promise à un avenir radieux, tant économiquement que politiquement, du fait de son statut de capitale du Pakistan. L'arrivée de 825 000 « réfugiés » venus d'Inde (les *muhajirin*), entre 1947 et 1951, soumit la ville à une intense pression démographique, mais elle y importa également une main d'œuvre qualifiée et une bureaucratie expérimentée, qui contribuèrent au développement de la ville dans les premières décennies de l'indépendance. À ces migrations transnationales s'ajoutèrent bientôt des flux migratoires intérieurs, qui conduisirent plusieurs dizaines de milliers de cultivateurs pendjabis à s'installer dans la ville en quête d'un emploi. Au cours des années 1960, les Pathans de la North West Frontier Province (NWFP) vinrent grossir les rangs de ces « in-migrés » et s'engagèrent en masse dans la police ou dans le secteur des transports locaux. Durant la décennie suivante, plus de 500 000 réfugiés originaires d'Afghanistan, d'Iran et du Bangladesh s'installèrent dans les quartiers périphériques de la ville, contribuant à sa diversité ethno-culturelle autant qu'à son développement anarchique.

L'externalisation des plans d'aménagement urbain de Karachi

Pour répondre à la crise urbaine suscitée par l'afflux de centaines de milliers de réfugiés venus d'Inde après la Partition, les autorités pakistanaises recoururent dès les années 1950 aux services d'experts étrangers, auxquels furent sous-traités les plans d'aménagement de la ville. Le gouvernement pakistanais contracta d'abord les services

16. U. Hannerz, *Transnational Connections. Culture, People, Places*, Londres, Routledge, 1998.

17. Sohrab K.H. Katrak, *Karachi. That was the Capital of Sindh*, Lahore, 1963, p. 27.

18. Z. A. Nizami, *Karachi Through the Centuries*, Karachi Development Authority, non daté (1984?).

d'une firme suédoise, Merz Rendall Vatten, qui prépara le premier *Greater Karachi Plan* dont la plupart des recommandations demeurèrent cependant lettre morte. Le général Ayub Khan fit ensuite appel à la firme grecque Doxiadis Associates pour préparer un *Greater Karachi Resettlement Plan*, destiné à loger 119 000 familles sans-abri du centre-ville et à développer des logements pour 300 000 familles supplémentaires sur une période de 15 à 20 ans¹⁹. Au cours de la première phase du plan, il fut décidé de créer des villes nouvelles à Korangi et à New Karachi à proximité desquelles des zones industrielles devaient être construites afin d'encourager le fonctionnement autonome de ces « villes satellites indépendantes ». Sur les 45 000 maisons dotées d'une pièce unique censées être construites, seules 10 000 virent le jour avant que les travaux ne s'interrompent en 1964. L'industrialisation de Korangi et de New Karachi ne s'opéra en effet pas aussi rapidement que les experts grecs l'avaient prévu, et les populations défavorisées du centre-ville qui y avaient été relocalisées préférèrent retourner « squatter » dans les quartiers du centre. En outre, les résidents des deux villes nouvelles, qui se virent accorder des terrains aux frais des autorités provinciales, rechignèrent à s'acquitter de leurs dettes, provoquant une crise financière qui contribua à l'interruption du programme. En dépit de cet échec précoce, ce plan eut une influence décisive sur les politiques urbaines karachiïtes ; en brisant le tabou de la délocalisation des populations défavorisées du centre-ville vers la périphérie, il donnait en effet le coup d'envoi d'un processus de relégation socio-spatiale qui remit en cause la faculté intégrative du centre-ville, jusqu'alors lieu de résidence des pauvres, des classes moyennes et des classes aisées, à la fois espace de travail et zone de loisir. Loin d'aider à la réhabilitation du centre-ville, l'éloignement des plus pauvres contribua au contraire à sa dégradation. En l'absence d'un système de transport cohérent, Saddar devint la principale zone de transit des transports collectifs reliant les quartiers de résidence des populations défavorisées à leurs lieux de travail. Ce phénomène renforça la dynamique d'insularisation des groupes sociaux privilégiés, qui migrèrent vers les nombreux quartiers résidentiels (les *cooperative societies*), tandis que les plus pauvres faisaient l'objet d'une ségrégation socio-spatiale encouragée par les urbanistes étrangers et les élites locales au nom du développement de « villes satellitaires ».

19. Arif Hasan, « The growth of a metropolis », in Hamida Khuro et Anwer Mooraj (éds.), *Karachi. Megacity of Our Times*, Karachi, Oxford University Press, 1997, p. 179.

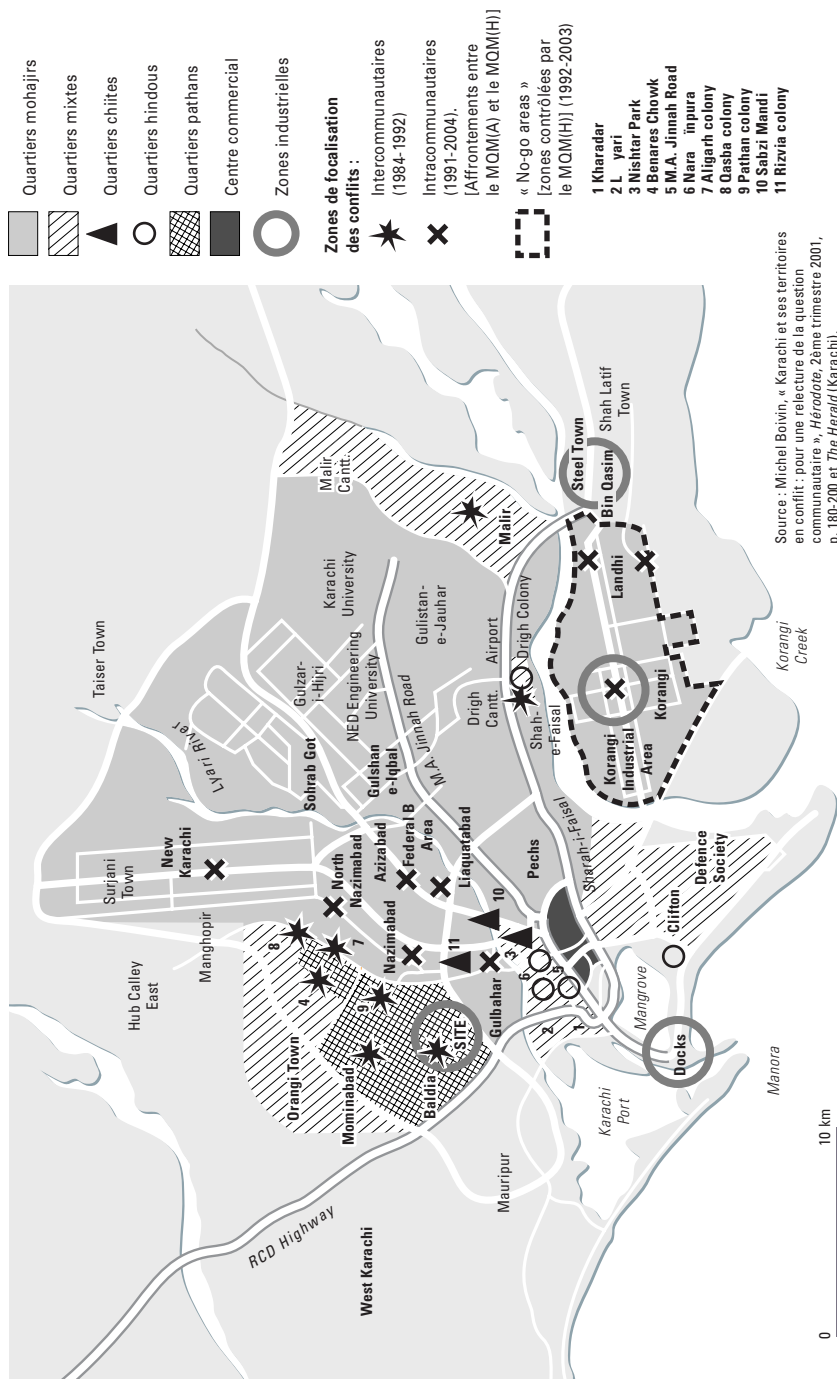
Les retombées locales du jihad afghan

Si la crise urbaine à laquelle fait face Karachi depuis les années 1950 trouve son origine dans l'échec de plans d'aménagement soustraits à des firmes étrangères, la faillite du « monde commun²⁰ » karachiite a été aiguisée par un autre facteur de nature transnationale : le débordement du jihad afghan hors de ses frontières. Au cours des années 1980, Karachi est en effet devenue le point d'entrée des armes destinées aux *mujahidin*, en même temps que le principal centre d'exportation de l'héroïne afghane. Dans ce contexte, Karachi a vu proliférer les entreprises criminelles, dont les acteurs, d'origine pathane, ont souvent réinvesti leurs profits dans des activités licites telles que le secteur des transports ou de l'immobilier. Ce bouleversement de l'économie locale s'est accompagné de violences urbaines qui se sont rapidement ethnicisées. La prise de contrôle du secteur des transports par ces entrepreneurs criminels a en effet provoqué une hausse sans précédent de la violence routière à Karachi²¹, qui se trouve à l'origine des premiers affrontements entre Pathans et *Mohajirs* dans la ville. Ainsi les affrontements de 1985 et de 1986 ont-ils été déclenchés par des accidents de la circulation au cours desquels des chauffeurs pathans blessèrent mortellement de jeunes *Mohajir(e)s*, suscitant en réponse des violences de la part des usagers de ces transports privés, en majorité *mohajirs*. Les groupes criminels pathans apparus dans le sillage du jihad afghan ripostèrent à ces violences pour protéger leurs propriétés – en particulier leurs minibuses, constituant la cible privilégiée des émeutiers – mais ils trouvèrent aussi dans ces opérations de représailles l'occasion de consolider leur territoire. Ainsi le massacre de centaines de résidents *mohajirs* d'Aligarh et de Qasba Colony (cf. carte), en décembre 1986, ne répondit-il pas seulement à l'opération de police déclenchée quelques jours plus tôt dans le camp de réfugiés afghans de

20. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 (1^e éd. en 1958), p. 92, où la philosophe suggère que « le domaine public, monde commun, nous rassemble mais aussi nous empêche, pour ainsi dire, de tomber les uns sur les autres » ; dans cette conception, l'espace public autorise donc le « vivre ensemble » à travers un double processus de liaison *et* de séparation.

21. Payés en fonction de leur recette quotidienne, les chauffeurs pathans se livraient en effet à une concurrence féroce, n'hésitant pas à mettre en danger la vie de leurs passagers et celle des passants. En 1984, les accidents de la route avaient ainsi fait 660 victimes dans la ville, dont le parc automobile avait triplé entre 1975 et 1985. À cette date, Karachi comptait 540 000 véhicules déclarés, dont 1 500 minibuses surnommés les « diables jaunes » (*yellow devils*).

Karachi et ses zones de conflits (1984-2004)



Laurent GAYER, Patrice MITRANO, juin 2004

Sohrab Got²², dont les Pathans tinrent les *Mohajirs* pour responsables. Dans un projet de consolidation territoriale, il s'agissait également pour les groupes criminels pathans de prendre le contrôle de quartiers adjacents à leur zone d'influence.

C'est dans ce contexte d'affrontements inter-communautaires, inséparables des retombées locales du jihad afghan, que le Mohajir Qaumi Mahaz (Mouvement national mohajir, MQM) a pris son essor. Fondé en 1984, le parti est venu répondre au sentiment d'insécurité des *Mohajirs*, ces descendants des « réfugiés » indiens venus s'installer au Pakistan à l'issue de la Partition. Ostracisés par les Sindis et brutalisés par les entrepreneurs pathans, ils se sont inventés, dans la seconde moitié des années 1980, une ethnicité commune, retournant le stigmate de « réfugié » pour revendiquer fièrement leur origine « étrangère ». En réaction à la violence des criminels pathans, le MQM, qui a pris le contrôle des institutions municipales locales à la fin des années 1980, a incité les *Mohajirs* à s'armer tout en postant des miliciens armés à l'entrée des quartiers du district central, à dominante *mohajire*, ainsi transformés en enclaves ethniques littéralement barricadées. La fragmentation de l'espace urbain local, initiée par le mode de développement satellitaire de la ville, est ressortie renforcée par l'influence des partis ethniques locaux, au premier rang desquels figure le MQM. L'échec des plans d'aménagement de la cité conçus par des « experts » étrangers s'est donc cumulé aux violences sociales suscitées par le jihad afghan pour ruiner le « monde commun » karachiite, dont l'étiollement a conduit à l'implosion de la ville en un patchwork de territoires communautaires régulés par le « clientélisme armé²³ ».

Une ville-monde gérée à distance : la gouvernance translocale de Karachi

Au début des années 1990, Karachi semblait au bord de la guerre civile. Le nombre de victimes des affrontements inter-communautaires dépassait annuellement le millier, le conflit Pathans-

22. Sohrab Got était alors le centre névralgique du trafic d'armes et de drogue dans la ville, contrôlé par la mafia pathane.

23. Daniel Pécaut, « De la banalité de la violence à la terreur », *Cultures & Conflits*, n° 24-25, hiver 1995, p. 147-179.

Mohajirs ayant été supplanté par un conflit entre *Mohajirs* et *Pen-djabis* puis entre *Mohajirs* et *Sindis* et enfin entre les *Mohajirs* eux-mêmes, suite à l'apparition d'une faction dissidente du MQM, le MQM *Haqiqi*, soutenue par l'armée et ses services de renseignement²⁴. C'est dans ce climat de violence que l'armée pakistanaise se décida à intervenir à Karachi. L'opération « *Clean-Up* » de juin 1992, d'une extrême brutalité, était destinée à éradiquer le MQM avec l'appui des dissidents *haqiqis* qui saisirent cette opportunité pour prendre le contrôle des bureaux de la faction *Altaf* et pour faire des quartiers de *Landhi* et *Korangi* (cf. carte) des « *no-go areas* » pour leurs opposants²⁵. Cette opération militaire contraignit également *Altaf Hussain* à s'exiler à Londres, d'où il dirige dorénavant le parti.

C'est donc contraint et forcé que le MQM, parti nationaliste dont la base sociale reste étroite, s'est mondialisé. Ce processus de transnationalisation s'est d'abord opéré de manière informelle, suite à l'exil de centaines de cadres et de militants *mohajirs* au Royaume-Uni, au Canada, aux États-Unis, en Afrique du Sud, dans les États du Golfe et au Japon. À partir de 1993 seulement, suite à la fondation au nord de Londres de l'*International Secretariat* du parti, les dirigeants du parti *mohajir* parvinrent à réguler cette transnationalisation de fait. Depuis, le MQM se trouve à la tête d'un dispositif transnational qui ne mérite pas le qualificatif de « réseau » en raison de sa nature fortement centralisée et hiérarchisée.

Pour garder le contact avec ses militants dispersés à travers le monde comme avec sa base sociale demeurant au Pakistan, *Altaf Hussain* a eu recours aux technologies de l'information et de la communication. Les techniciens du MQM ont d'abord mis sur pied un ingénieux système de communication transnationale qui relie des téléphones mobiles à des amplificateurs et permet à *Altaf Hussain* de s'adresser simultanément à ses sympathisants résidant dans plusieurs pays. Le MQM a également fait un usage intense d'Internet, le site

24. L'ancien directeur général du renseignement militaire pakistanais (Inter Services Intelligence, ISI) en 1990-1992, le lieutenant-général *Asad Durrani*, a refusé de confirmer devant nous ce soutien, mais il nous a confié que les *haqiqis* s'étaient révélés « utiles » pour l'armée pakistanaise, dans sa tentative d'éradication des « fascistes » du MQM (Islamabad, entretien du 17 mai 2004).

25. Les « *no-go areas* » n'ont disparu qu'en 2003, suite à un accord entre le MQM (*Altaf*) et l'armée, qui se solda par l'arrestation des leaders *haqiqis* et la destruction de leur quartier général à *Landhi*.

du parti²⁶ constituant l'interface entre sa direction exilée et ses sympathisants dispersés à travers le monde²⁷.

La transnationalisation du MQM n'est toutefois pas allée sans heurts. Au Canada, les dirigeants du parti ont dû faire face à une véritable fronde orchestrée au début des années 1990 par les sympathisants de Montréal, qui souhaitaient démocratiser et décentraliser le fonctionnement du Parti. Il n'ont d'ailleurs pas hésité à menacer les dirigeants du parti à Karachi de poursuites judiciaires lorsque ceux-ci ont cherché à les intimider afin qu'ils renoncent à leurs projets de réforme. À l'opposé, au Royaume-Uni, le MQM s'est trouvé confronté en 1999 à l'émergence d'une faction prônant le sécessionnisme et la lutte armée au Pakistan. La tête du parti est cependant parvenue à surmonter ces crises internes, dans le premier cas en acculant à la démission les militants tentés par un transfert culturel de la question *mohajire* à l'aune des catégories politiques auxquelles ils se sont familiarisés en migration, et dans l'autre en réintégrant les dissidents après leur avoir offert des garanties verbales peu contraignantes.

Après plus d'une décennie de mondialisation prudente, au cours de laquelle les ouvertures stratégiques furent contrebalancées par les crispations idéologiques, le MQM – rebaptisé en juillet 1997 Muttahida Qaumi Mahaz (Mouvement National Unifié) – demeure un protagoniste essentiel des politiques urbaines de Karachi. Ses succès électoraux, au cours du scrutin d'octobre 2002, lui ont permis de retrouver le pouvoir au niveau provincial et au niveau fédéral (trois ministres *mohajirs* étant entrés dans le gouvernement de Zafarullah Khan Jamali). Depuis la fin des années 1990, le MQM fait cependant face à la concurrence de son plus vieux rival : le Jama'at-i Islami (JI), parti islamiste qui a pris le contrôle de la municipalité de Karachi à l'issue des élections locales de 2001, boycottées par le parti *mohajir*. Ainsi assiste-t-on actuellement à la radicalisation d'une rivalité déjà ancienne : celle d'un parti nationaliste et « séculariste », ou qui se présente comme tel, avec un parti islamiste dans la branche étudiante duquel les dirigeants du MQM se sont politisés avant de former leur propre parti. Aux yeux du MQM, cette rivalité dépasse

26. <http://www.mqm.com>.

27. Sur le « cyber-nationalisme » du MQM, nous nous permettons de renvoyer à L. Gayer, « Le voleur et la matrice : les enjeux du « cybernationalisme » et du « hacktivisme » », *Questions de recherche*, n° 9, mai 2001.

le simple affrontement entre deux partis politiques puisqu'elle oppose les partisans d'une idéologie laïque, qui œuvrent à la sécularisation de la sphère publique pakistanaise, aux tenants d'un panislamisme transnational qui rassemble aussi bien les partis religieux pakistanais que les jihadistes étrangers qui ont trouvé refuge dans la ville. Ces derniers ont commencé à s'implanter à Karachi au début des années 1990, attirés par son statut de place financière autant que par ses infrastructures portuaires et son aéroport international. Du fait de ces atouts stratégiques, Karachi est rapidement devenue une plaque tournante du jihadisme international et Ramzi Youssef y aurait planifié l'attentat de 1993 contre le World Trade Center. Jusqu'à la fin de la décennie, Karachi demeura cependant essentiellement un point de transit entre les États du Golfe, l'Europe et les zones de combat d'Afghanistan et du Cachemire. L'effondrement du régime des Talibans, au cours de l'automne 2001, a cependant privé ces combattants de leur sanctuaire afghan et les a contraints à se replier au Pakistan. À Karachi, ces fugitifs ont pu compter sur la complicité de leurs frères d'armes pakistanais, aux côtés desquels ils ont combattu l'occupant soviétique puis l'Alliance du Nord du commandant Massoud.

Cet exil a été facilité par l'implantation des réseaux de l'islam radical pakistanais à Karachi où une partie des dirigeants d'Al Qaida a trouvé asile. À l'heure actuelle, il est impossible d'évaluer quantitativement cette présence mais il semble bien que les nombreux bidonvilles de Karachi constituent des caches idéales pour les militants d'Al Qaida. Leur marge de manœuvre demeure néanmoins limitée dans la ville, tant du fait de l'opposition armée du MQM, qu'en raison de la surveillance dont ils font l'objet de la part des autorités militaires pakistanaises.

Conclusion

Ville de migrants et « cité-entrepôt²⁸ » ouverte sur le monde depuis la période coloniale, Karachi a vu son tissu social se déchirer au cours des années 1970. Cette crise sociale prend sa source dans la faillite des plans d'aménagement de la ville confiés à des experts étrangers, ainsi que dans le débordement du jihad afghan hors de ses

28. Roland Marchal, « Dubaï, l'émergence d'une cité-monde », in R. Marchal (dir.), *Dubaï. Cité globale*, Paris, Éditions du CNRS, 2001, p. 32.

frontières. Les nuisances occasionnées par ces projets urbanistiques étrangers et par ce conflit rapidement transnationalisé ont contribué à faire de Karachi une ville éclatée, qui fonctionne comme « un tamis qui sépare et ségrègue » plutôt que comme « un shaker qui mélange et homogénéise²⁹ ». Le MQM a directement profité de cet échec de Karachi à « faire société » et a substitué au cadre d'appartenance citoyen qui aurait pu lier les *Mohajirs* aux autres groupes ethniques de la ville un lien communautaire imaginé sur la base d'une expérience (post-)migratoire partagée et d'une identité victimaire.

Depuis les années 1990, Karachi présente la particularité d'être en partie gouvernée de l'extérieur, suite à l'exil des principaux dirigeants du MQM à Londres. La transnationalisation du parti *mohajir* s'est d'abord opérée sous la contrainte, avant que les cadres du parti ne parviennent à mettre en ordre la dispersion de leurs militants à travers un dispositif transnational qui se distingue du modèle sociologique du réseau par sa centralité et son caractère fortement hiérarchique. Bien que cet autoritarisme high-tech, relayé par les technologies de l'information, ait permis aux dirigeants du MQM de conserver leur emprise sur le mouvement nationaliste *mohajir*, les dirigeants du parti *mohajir* font face, depuis la fin des années 1990, à la concurrence d'acteurs pan-islamistes tout aussi transnationalisés. Parmi ces derniers, les jihadistes étrangers affiliés à la mouvance Al Qaida ont appris à tirer profit de la fragmentation spatiale de Karachi pour s'y dissimuler, tout en usant stratégiquement des ressources procurées par l'extraversion de la cité. Et si Karachi n'est pas encore un « nid de vipères³⁰ » islamiste, la capitale économique et financière du Pakistan est bien devenue un terrain d'affrontement entre les acteurs de deux mouvements sociaux déterritorialisés : le mouvement nationaliste *mohajir*, dirigé de Londres depuis l'opération *Clean-Up* de 1992, et une mouvance pan-islamiste transnationale qui ne peut espérer faire de Karachi un « sanctuaire » au même titre que l'Afghanistan des Talibans, mais qui y a néanmoins trouvé des ressources sans équivalent au Pakistan.

Enseignant à l'IEP de Paris et à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), Laurent Gayer a récemment soutenu une

29. Georges Cavallier, « Les villes, acteurs de la mondialisation », *Ramses*, 2002, p. 117.

30. Didier François, « Karachi, noeud de vipères », *Libération*, 7 septembre 2002.

thèse de science politique à l'IEP de Paris, intitulée « Les politiques internationales de l'identité : significations internationales des mobilisations identitaires des Sikhs (Inde) et des *Mohajirs* (Pakistan) ». Ses travaux portent sur les problématiques identitaires en Asie du Sud et sur la question de la formation de l'État au Pakistan. Il prépare actuellement un ouvrage sur les équilibres politiques et les turbulences sociales au Pakistan.

RÉSUMÉ

Ville de migrants et « cité-entrepôt » ouverte sur le monde depuis la période coloniale, Karachi a vu son tissu social se déchirer depuis les années 1970. L'éclipse du « monde commun » karachiite prend sa source dans la faillite des plans d'aménagement urbain sous-traités par les autorités pakistanaises à des experts étrangers, ainsi que dans les violences sociales suscitées par le débordement du jihad afghan hors de ses frontières. Les partis ethniques et les groupes criminels qui prolifèrent à Karachi depuis cette époque ont participé à la fragmentation de la ville et à son implosion en une myriade de micro-territoires communautaires régulés par le « clientélisme armé ». Cette fragmentation extrême de l'espace urbain local a contribué à l'enracinement des réseaux nationaux et transnationaux de l'islam radical, sans pour autant faire de Karachi un « sanctuaire » pour les jihadistes qui y ont trouvé refuge.

Karachi is a city of migrants and an important commercial hub that provides Pakistan with a window on the world. But it is also a deeply fragmented city plagued by an acute crisis due to the failure of the urban development planning that successive Pakistani governments have delegated to foreign experts. The transnationalization of the Afghan jihad in the 1980s, moreover, fuelled social and ethnic antagonisms in the city : the resultant proliferation of ethnic sectarianism – and organized crime – exacerbated the fragmentation of urban space in Karachi and the multiplication of ethnic enclaves controlled by private militias. This urban implosion has helped local and international organisations promoting a radical Islam to anchor. However, Karachi has not become yet a “sanctuary” for jihadi militants who have taken refuge there.